

les finances exsangues de l'État camerounais et rétablir — si les prix internationaux se redressent — la capacité de remboursement du Cameroun. Mais il faut d'ici là maintenir en vie le système agro-exportateur, ce qui constitue la grande inquiétude des bailleurs de fonds. Jusqu'à quand le planteur fera-t-il preuve d'élasticité dans l'ajustement qu'on lui fait subir ? On aimerait le savoir ici et là pour éventuellement lâcher du lest, quitte à s'asseoir sur les grands principes du libéralisme. Au niveau de l'État et du régime, la « caisse noire » de l'ONCPB va rester désespérément vide pour les bonnes et les moins bonnes causes. Mais il reste du pain sur la planche pour l'État qui doit

véritablement se concentrer sur sa fonction de régulation plus que d'opérateur : instaurer cette concurrence qu'il appelle de ses vœux par la condamnation des ententes illicites, se battre pour la qualité des produits et œuvrer pour l'ouverture d'un marché intérieur pour ses produits d'exportation. Le Prince a liquidé ses bijoux, le club fermé des opérateurs garde la main dans le coffre, les bailleurs de fonds mobilisent les « grenouilles » pour prévoir le temps et le planteur attend que le ciel désespérément vide l'aide.

*G. Courade, I. Grangeret,
P. Janin*

Idriss Déby, le dernier seigneur de la guerre du Tchad ?

C'EST le 1^{er} décembre dernier que le colonel Idriss Déby a fêté le premier anniversaire de son règne au Tchad. Quel est le bilan de cette première année d'exercice du pouvoir ? Pour résumer, je dirais que le Tchad donne aujourd'hui l'impression d'un pays fonctionnant à deux vitesses et qu'il traverse une période pleine d'ambiguïtés, d'incertitudes, voire de dangers. Dans un tel contexte, tout pronostic, même à court terme, serait hasardeux et je ne m'y risquerai donc pas.

Un discours démocratique

Si l'on devait juger le nouveau régime uniquement sur son verbe,

on serait tenté de dire qu'Idriss Déby, mérite indiscutablement le prix Nobel de la Paix. A l'encontre d'Hissein Habré, son prédécesseur, qui consacrait les deux tiers de ses discours officiels à l'effort de guerre contre la Libye (et le tiers restant à la nécessité d'un État central fort), Idriss Déby martèle inlassablement les thèmes de la démocratisation, du pardon aux anciens adversaires et de la paix. A peine installé au pouvoir, il donna déjà le ton dans son *Message à la Nation* du 4 décembre 1990 : « Le plaisir est immense pour tous les combattants des forces patriotiques d'avoir contribué à l'éclosion du cadeau le plus cher que vous espériez. Ce cadeau est ni or ni argent : c'est la

liberté ! » Ce thème sera repris exactement trois mois plus tard, le 4 mars 1991, lors de son investiture à la présidence de la République : « Au moment de la victoire des forces patriotiques (...), le MPS (1), par ma voix, vous assurait de son engagement à œuvrer pour l'avènement d'une démocratie réelle, pluraliste, garantissant toutes les libertés individuelles et collectives. Aujourd'hui nous pouvons réaffirmer cet engagement (...). Le MPS, loin de vouloir se comporter en conquérant, souhaite faciliter la création des meilleures conditions pour l'exercice d'une démocratie réelle au Tchad. » Dernièrement encore, dans une interview accordée à *La Gazette du Golfe* du 1^{er} au 15 novembre 1991, le chef de l'État tchadien exprima sa ferme volonté « que le MPS ne se conduise pas comme le mouvement qui est en-dessus de tout, mais comme le dernier mouvement en armes à prendre le pouvoir au Tchad, et qui devrait assurer la mise en place d'un État de droit ». Paroles tout à fait contraires aux lois du genre et qui méritent d'être méditées dans un pays déchiré par des guerres civiles depuis plus de vingt-cinq ans.

Alors, Idriss Déby, dernier seigneur de la guerre du Tchad ? Ce serait presque trop beau pour être vrai et avant de croire le président tchadien sur parole, on est en droit de poser quelques questions. D'abord, Déby est-il sincère ? Je dois avouer avoir rencontré à N'Djamena des gens extrêmement sceptiques en ce qui concerne le discours de Déby et qui pensent qu'il dit simplement ce que le gouvernement français et les autres bailleurs de fonds veulent entendre de la part des gouvernements africains d'aujourd'hui. Il se peut qu'ils aient raison, et ce serait en tout cas intéressant de savoir qui lui écrit ses discours. Pour ma part,

cependant, je suis tenté d'accorder au président tchadien le bénéfice du doute. Certains passages de ses discours ont en effet un accent authentique de sincérité, comme celui prononcé, fin juillet 1991, lors du Congrès extraordinaire du MPS, donc devant ses propres partisans : « Vous avez été grands sur le champ de bataille, soyez grands dans le combat des idées et le débat politique. » Autre détail significatif : lors du défilé officiel marquant la fête du 1^{er} décembre 1991, une camionnette transformée en colombe de la paix faisait partie du cortège. D'accord, c'est facile et ça ne coûte pas cher, mais c'est en quelque sorte trop naïf pour avoir été inventé par un régime machiavélique employant la langue de bois. Jusqu'à preuve du contraire, je parie donc sur la sincérité d'Idriss Déby.

Des promesses en partie tenues

Passons maintenant aux faits, aux réalisations concrètes. Dans ce domaine, on peut constater qu'un certain nombre de promesses ont effectivement été tenues. Pour la première fois depuis presque trente ans, le Tchad jouit d'une liberté de presse à peu près totale et les journalistes de *N'Djamena Hebdo* et d'autres feuilles plus éphémères n'hésitent pas à user de cette liberté et même à en abuser. On tire en effet à boulets rouges sur le président tchadien et l'on dénonce scandale sur scandale. L'homme de la rue ne se prive pas non plus de critiquer le régime en termes parfois très sévères et personne ne cache plus ses opinions, y compris en public. Sur ce plan, il y a indiscutablement un progrès.

Deuxième constatation : lors de son investiture à la présidence, le

colonel Déby a rendu public un calendrier devant permettre, sur une période de trente mois, l'installation définitive d'un régime démocratique au Tchad :

« — D'ici le mois de juin, nous allons mettre en place la commission chargée de rédiger le document permettant la légalisation des partis ;

— au début de l'année 1992, ces partis pourraient déjà se mettre en place ;

— autour du mois de mai 1992, nous organiserons la conférence nationale qui va élaborer la Constitution. Ce document sera ensuite soumis à référendum. Les élections législatives, présidentielles, etc., suivront (*Jeune Afrique*, n° 1989, du 12 au 18 juin 1991).

Or, le 4 octobre dernier, Idriss Déby signa effectivement une ordonnance fixant les modalités et les conditions de création de partis politiques au Tchad, ordonnance qui était le fruit des travaux d'une commission comprenant, à côté de militants du MPS, des personnalités indépendantes. Jusqu'ici, aucun parti politique n'a encore déposé son dossier au ministère de l'Intérieur, mais plusieurs formations sont en gestation et d'ici janvier 1992 on peut espérer connaître le nouvel échiquier politique du Tchad. Pour le moment, le calendrier défini en mars est donc respecté et l'on peut ajouter qu'en signant l'ordonnance du 4 octobre, Idriss Déby a déclaré que la future conférence nationale sera « souveraine », promesse répétée depuis à plusieurs reprises, avec en prime la suggestion que le processus de démocratisation sera peut-être accéléré. Certes, tous les dirigeants proches du colonel Déby ne sont pas tout à fait sur la même longueur d'ondes que leur patron, et certains disent en privé qu'il serait peut-être imprudent de trop précipiter les cho-

ses. On ressent parfois chez eux des craintes sous-jacentes : bien sûr, le peuple doit pouvoir choisir librement ces dirigeants, mais quid si le peuple fait un mauvais choix (sous entendu : si le peuple nous renvoie à nos moutons) ? Cependant, Idriss Déby lui-même n'a jusqu'ici pas fait siennes ces hésitations et l'on ne peut donc que constater que les délais sont, pour le moment, respectés.

Les reproches de l'opposition

Tout va-t-il donc pour le mieux dans le meilleur des Tchad ? Peut-être pas tout à fait, et les ténors de l'opposition à N'Djamena ont exprimé des observations critiques qui ne sont pas toujours sans fondement. La *Charte nationale*, promulguée le 28 février 1991, prête, par exemple, le flanc aux critiques. Elle accorde en effet tous les pouvoirs au seul Idriss Déby, en tant que président de la République désigné par les instances dirigeantes du MPS et non pas par une instance indépendante. Certains ne se sont pas privés de signaler que cette Charte ressemblait étrangement à l'*Acte fondamental* promulgué par Hissein Habré en 1982, ce qui peut en effet provoquer quelques frissons. Il s'agit cependant d'un dispositif temporaire voué à disparaître dès que la conférence nationale aura élaboré une nouvelle Constitution.

L'ordonnance plus récente sur la création des partis politiques n'a pas non plus soulevé l'enthousiasme général, car le colonel Déby, de l'avis de certains, a permis que la barre soit fixée bien haut. Premièrement, tout nouveau parti doit avoir trente membres fondateurs, issus de 10 préfectures sur les 14 que compte le pays, et à raison de 3 par préfec-

ture. Évidemment, cette disposition s'explique par la crainte tout à fait légitime de voir réapparaître des partis régionaux ou « tribalistes », voire les anciennes « tendances » du temps de la guerre civile généralisée, mais l'on peut dire aussi qu'elle ne facilite pas la tâche des aspirants leaders politiques. Ceux-ci sont d'autant plus amers que le MPS, « du fait qu'il est source et garant des institutions prévues par la Charte nationale », est exempté de l'obligation de demander au ministère de l'Intérieur l'autorisation initiale de se constituer en parti politique (article 40 de l'ordonnance du 4 octobre).

Le bât blesse d'autant plus que cette disposition est liée à une question de finances. Il est en effet interdit aux futurs partis politiques de recevoir des subventions de l'étranger, ce qui peut paraître évident quand on pense au mal qu'ont fait au Tchad les pétro-dinars distribués naguère librement par le colonel Kadhafi. Cependant, l'obligation de vivre uniquement « sur le pays » ne facilite pas la création de partis politiques véritablement nationaux. Comme me l'ont dit certains : comment voulez-vous qu'un ressortissant de Sahr aille expliquer son programme aux habitants de Bardaï sans disposer d'un minimum de moyens financiers ? Là encore, le MPS s'est taillé la part du lion en « héritant » discrètement de tous les biens et moyens de l'ex-UNLB, seul parti politique autorisé sous Habré. Le MPS prend ainsi dès le départ plusieurs longueurs d'avance sur ses concurrents dans la course au pouvoir et l'on comprend l'amertume des autres formations politiques en gestation.

Les moyens d'une politique

Jusqu'ici, nous n'avons soulevé que des problèmes en quelque sorte

mineurs, des imperfections qui ne sont pas suffisamment graves pour justifier un pessimisme fondamental. Il y a plus cependant. J'ai été surpris, à N'Djamena, de constater que le colonel Déby ne jouit pas dans son pays d'une popularité excessive. Lors des festivités du 1^{er} décembre 1991, par exemple, on n'a pas vu le peuple en liesse, et l'apparition du chef de l'État à la tribune officielle, au moment du défilé, ne suscita que des applaudissements polis, aussi bien parmi les invités officiels que parmi la population — assez clairsemée — sur la place de l'Indépendance. Point d'enthousiasme débordant, point de transport de foule.

Comment expliquer cela ? Certains partisans du MPS vous diront que cela prouve simplement que le peuple à la mémoire courte, mais cette explication est à son tour un peu courte. Le « peuple » se demande en effet, et à juste titre, si Idriss Déby, même s'il est sincère en parlant de démocratisation, a bien les moyens de sa politique ? Comme Hissein Habré, en juin 1988, l'actuel chef de l'État tchadien se trouve devant un dilemme dont la solution ressemble à celle de la quadrature en cercle. Première donnée du problème : Déby a pris le pouvoir avec une poignée seulement de partisans armés qui s'attendent à être récompensés pour leurs efforts et qui risquent de tourner leurs armes contre lui s'il ne leur donne pas au moins partiellement satisfaction. Deuxième donnée du problème : Déby ne peut pas gouverner le Tchad durablement en s'appuyant uniquement sur cette base restreinte ; il est donc obligé à jouer l'ouverture, quitte à s'aliéner ainsi ses partisans. D'où le scepticisme de bon nombre de Tchadiens quand on les interroge par les chances de réussite de l'expérience démocratique en cours.

D'où aussi certains louvoiements que l'on constate dans la pratique politique d'Idriss Déby et qui font dire à certains observateurs étrangers vivant à N'Djamena que le régime actuel n'est qu'une pâle copie de celui de Habré, sans la compétence gestionnaire du dernier. Le jugement est sans doute excessif, mais il est vrai que Déby a nommé à des postes importants et sensibles un certain nombre de parents et de copains qui ne sont pas forcément les plus compétents dans leur domaine et dont certains n'ont rejoint les maquis du MPS que parce qu'ils étaient poursuivis à l'époque par la justice pour détournement de deniers publics (*Le Verdict*, No 000, s.d.). Plus généralement, le groupe ethnique des Zaghawa et ses apparentés de l'est du Tchad jouissent d'un certain nombre de privilèges difficilement justifiables et qui suscitent des retentissements profonds parmi les autres couches de la population. Or, ce groupe de partisans mal défini risque de faire les frais de la démocratisation à venir et se tient sur ses gardes. Comme me le disait un homme politique tchadien bien placé : « si l'on tient aujourd'hui une conférence nationale souveraine, il y a risque de dérapage, car les Zaghawa et les autres bénéficiaires du régime actuel ne lâcheront pas le pouvoir comme cela ». Certains invoquent d'ailleurs ces problèmes pour expliquer les affrontements survenus en octobre dernier entre Idris Déby et son principal lieutenant, Maldom Sada Abbas, qui occupait la fonction de ministre de l'Intérieur. Ce dernier se serait en effet opposé à tout partage du pouvoir, d'où tentative de coup d'état de sa part, où selon une autre version, action préventive contre lui de la part d'Idriss Déby pour le mettre hors d'état de nuire d'avantage.

Sur ce plan donc, le colonel Déby

ne semble pas être à la hauteur de la tâche et l'on peut ajouter qu'aujourd'hui il ne contrôle pas réellement un certain nombre de ses propres partisans. Tout au long de sa première année de règne, des plaintes se sont accumulées au sujet de l'insécurité que font régner, à N'Djamena et ailleurs, des individus armés dont certains sont de simples « coupeurs de routes », mais dont d'autres appartiennent bel et bien aux forces armées officielles. C'est cette insécurité qui, de l'avis de tout le monde, explique le manque de popularité d'Idriss Déby. Certes, le régime a fait quelques efforts en ce domaine, mais ils sont restés insuffisants.

Or, ce problème risque encore de s'aggraver dans l'avenir. En effet, l'armée tchadienne compte aujourd'hui quelque cinquante mille « combattants » de provenances diverses. A l'heure de la reconstruction, le Tchad ne peut se permettre de supporter le coût d'entretien d'une telle armée. La Banque mondiale et d'autres bailleurs de Fonds recommandent également une réduction des dépenses militaires et l'on pense donc ramener les effectifs de l'armée à environ vingt-cinq mille hommes. Cela veut dire qu'il y a des milliers de combattants en surnombre. Souvent illettrés, et très jeunes de surcroît, les futurs « dégraissés » risquent de se trouver bientôt dans la rue sans ressources, avec comme seule alternative de se muer en bandits armés (ou éventuellement de se transformer en mercenaires pour le compte d'Hissein Habré). Beaucoup de responsables tchadiens pensent qu'il s'agit là du problème-clé du pays, problème qui risque de faire capoter toute expérience de démocratisation, s'il n'est pas traité avec tact. En ce moment, avec l'aide technique et financière de la France, la restructuration de l'armée est en cours (brassage des

combattants, instauration d'une hiérarchie et d'une discipline militaire stricte), mais de l'aveu de certains responsables militaires eux-mêmes, on a jusqu'ici hésité devant l'opération « dégraissage ». Des projets de réinsertion dans la vie civile des combattants en surnombre sont en train d'être élaborés, de nouveau avec l'aide de la France, mais ils ne seront pas faciles à réussir.

L'avenir du Tchad est par conséquent encore lourdement hypothéqué. Un nouveau coup d'État n'est pas à exclure et des troubles régio-

naux risquent d'éclater, notamment en pays hadjeraï dont est originaire Maldem. Il n'est donc pas certain qu'Idriss Déby soit en mesure de mener à terme son projet de démocratisation. Pour ma part je souhaite de tout cœur qu'il réussisse, car je partage l'avis exprimé aujourd'hui par la quasi-totalité des Tchadiens : le pays a besoin de paix, et si Idriss Déby pouvait effectivement être le dernier seigneur de la guerre à N'Djamena, tout le monde y gagnerait.

Robert Buijtenhuijs